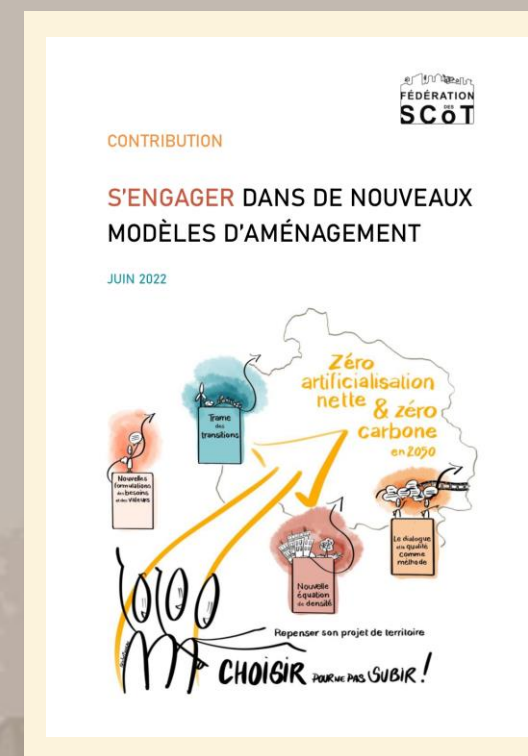




# Renouveler les stratégies territoriales

5 février IAUR Workshop



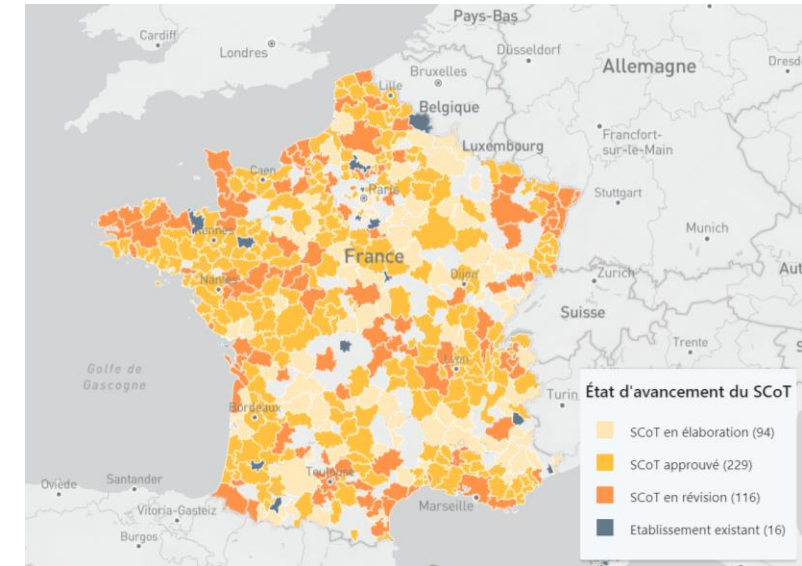
# Les SCoT en France

Un territoire national presque entièrement couvert par les SCoT

447 Etablissements Publics porteurs de SCoT

L'ensemble des SCoT couvre :

- **97 % de la population,**
- **86 % des communes,**
- **86 % du territoire national**
- **Une compétence intercommunale** qui peut être partagée à l'échelle d'un bassin de vie ou d'usage des habitants et des acteurs :
  - **42 % des SCoT portés par des EPCI**
  - **58 % par des établissements inter-territoriaux** (Syndicat mixte de SCoT, PETR, Pôles métropolitains, Parcs naturels régionaux...)



# Qu'est ce qu'un SCoT ?

## Schéma de Cohérence Territoriale



### Un territoire

- Un périmètre choisit par les élus, rassemblant plusieurs territoires autour d'enjeux locaux, permettant la coopération entre les Intercommunalités
- Une lecture territoriale élargie à une plus grande échelle : Inter-territoriale



### Une scène de dialogue

- Une gouvernance et une ingénierie locale qui intègrent et croisent les grands enjeux nationaux et régionaux avec les enjeux locaux du territoire
- Un outil fédérateur qui favorise la négociation/coopération entre les élus



### Un projet politique

- Une vision prospective et stratégique de l'avenir du territoire sur 25 ans
- Un projet de territoire transversal assurant la cohérence des politiques publiques



### Un cadre juridique

- Un outil de planification juridique
- Un document d'urbanisme pivot, qui fixe les objectifs des politiques publiques, pour asseoir son projet de territoire



- L'évolution des **responsabilités** du bloc local à travers les lois
- Les **nouveaux modèles** d'aménagement des territoires





# L'évolution des **responsabilités** du bloc local



# Lois ELAN, Climat – résilience, et autres évolutions

2 lois avec 2 ambitions très fortes pour les élus du bloc local :

- Renforcer la place du projet politique : moderniser les SCoT pour affirmer la stratégie territoriale intégratrice des objectifs nationaux et régionaux
- Changer la trajectoire des territoires

Mais aussi ...

- Loi visant à faciliter la mise en oeuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et renforcer l'accompagnement des élus locaux
- Loi d'accélération des énergies renouvelables
- La loi Industrie Verte



# Le SCoT modernisé de la loi ELAN

- **Projet d'aménagement stratégique**
- **3 piliers obligatoires**
  - Economie en transversalité (dont aménagement commercial, agriculture forêt)
  - Besoin de la population : Habitat, équipements, services, mobilité
  - Transitions : énergétique, écologique, changement climatique, biodiversitéGestion économe du foncier et lutte contre l'artificialisation
- **DAAC obligatoire** (DACCL depuis la loi climat résilience)
- **SCoT valant PCAET**
- **Décliner la stratégie et prévoir un plan d'action de mise en oeuvre**
- **Intégrateur des objectifs nationaux et régionaux**



# Le changement de trajectoire des territoires

**Une trajectoire en 3 temps : 3x10 ans, gestion économe du foncier, artificialisation, ZAN**  
(renouvellement urbain / renaturation)

## Définitions

**Consommation d'ENAF** : entendue comme la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné

### Artificialisation :

- altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol (en particulier fonctions biologiques, hydriques et climatiques), et de son potentiel agronomique (par son occupation ou son usage)

### Renaturation (ou « désartificialisation ») :

- actions ou opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité d'un sol, ayant pour effet de transformer un sol artificialisé en un sol non artificialisé

### Artificialisation nette :

- solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols, sur un périmètre et une période donnée





# Le changement de trajectoire des territoires

## Définitions

**artificialisée : surface dont les sols sont,**

- soit imperméabilisés (bâti ou revêtement),
- soit stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux,
- soit constitués de matériaux composites,

**non artificialisée : surface**

- soit naturelle, nue ou couverte d'eau,
- soit végétalisée (habitat naturel ou à usage de cultures)

**Conditions d'application fixées par décret**

- nomenclature des sols artificialisés,
- échelle d'appréciation de l'artificialisation des sols



# Un calendrier dense et contraint

- Aout 2024 : premier **rapport de suivi de la consommation d'ENAF**, public
- Novembre 2024 : **Documents régionaux opposables**
- Février 2027 : tous les **SCoT opposables avec la trajectoire** sur 20 ans
- Février 2028 : tous les **PLU/PLUi et cartes communales opposables**
- 2031 : résultats pour la réduction par deux de la consommation d'ENAF et démarrage lutte contre l'artificialisation /renaturation
- 2041 : résultat de baisse de l'artificialisation, trajectoire à préciser en lien avec les documents régionaux et l'atteinte du ZAN
- 2051 : **Zéro artificialisation nette /Zéro émission nette**



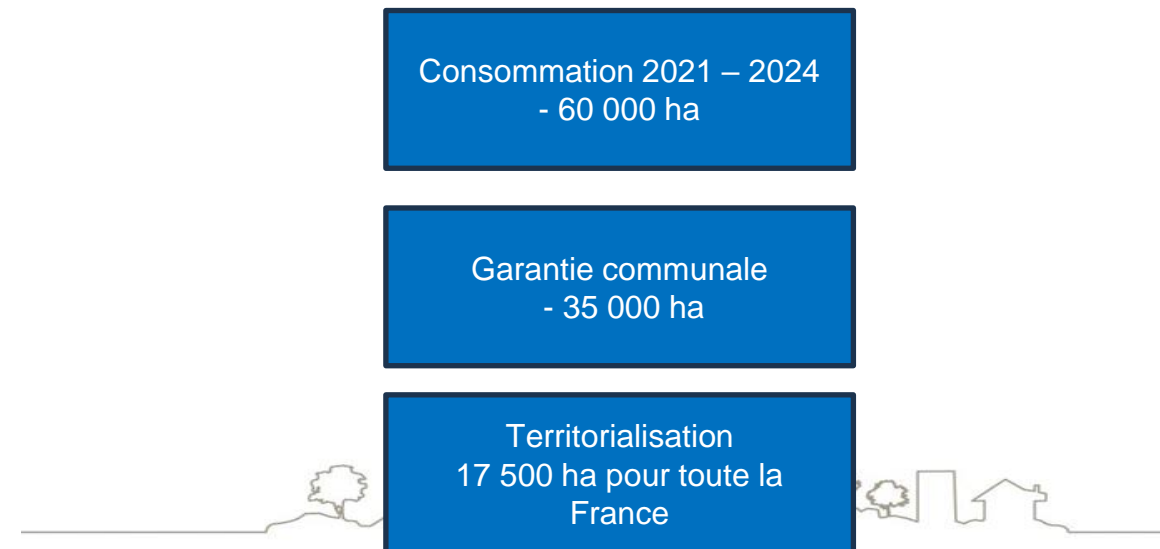
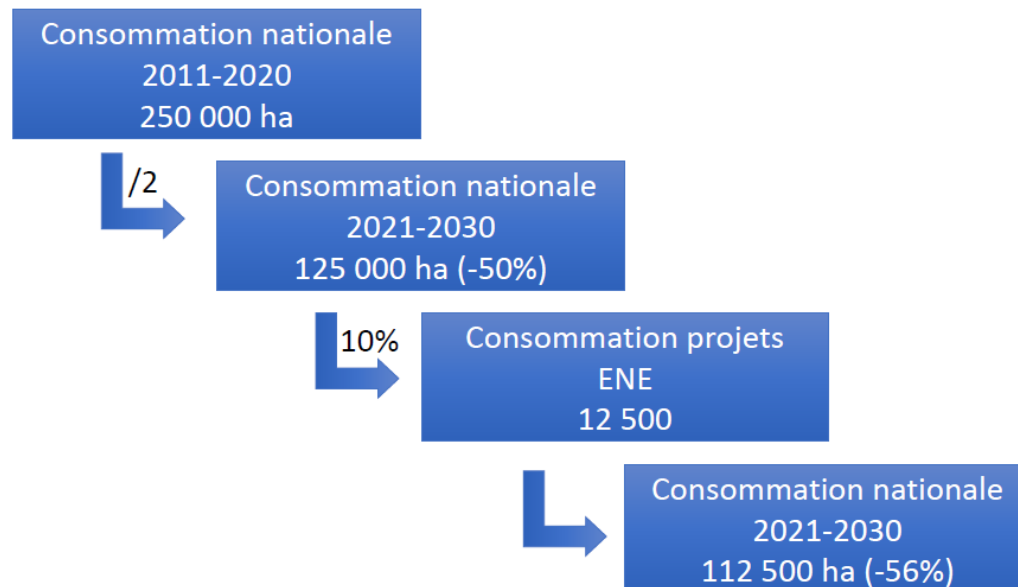
# Le changement de trajectoire des territoires

- **Relever le défi** d'une forte ambition : une marche très haute à monter en très peu de temps, avec une logique de résultat
- Des négociations à mener entre les SCoT à l'échelle régionale (SRADDET/SAR/ PADDUC SDRIF) : **objectif régional et territorialisation, grands projets**
- **La prise en compte des efforts déjà réalisés et les dynamiques des territoires et des besoins à venir**
- **Renforcer la gouvernance au sein du bloc local**
- Mieux articuler la chaine de commandement **stratégie-plans d'action – contractualisation**



# Loi facilitant la mise en œuvre du ZAN

- **Des améliorations incontestables** : le sursis à statuer ZAN, le droit de préemption sur les espaces favorables à la renaturation ou au recyclage foncier, ou encore la prise en compte des efforts de renaturation entre 2021 et 2031
- **Des interrogations sur l'impact du cumul des mesures sur le foncier encore mobilisable**



# Loi facilitant la mise en œuvre du ZAN

## son impact sur les volumes fonciers disponibles

**La baisse des enveloppes disponibles pour les SRADDET et une modification de leur répartition régionale (Novembre 2024)**

- **Diminution de 10 000 ha** à répartir entre les régions à SRADDET pour les grands projets d'envergure nationale ou européenne **et 2500 ha** pour les autres régions
- **1 ha pour les communes** dotées de documents d'urbanisme – mutualisable à l'échelle intercommunale sur demande du Maire – Disposition particulières pour les communes nouvelles

*Commune couverte par un PLU, ou une carte communale prescrit, arrêté ou approuvé **avant le 22 août 2026** ne peut être privée, par l'effet de la déclinaison territoriale des objectifs, **d'une surface minimale de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.***



# Avoir une vision stratégique des grands projets d'envergure nationale

La force du collectif pour fixer les priorités du territoire dans une liste

**Travaux ou opérations (...)déclarés d'utilité publique, infrastructures fluviales**

**Travaux ou opérations de lignes ferroviaires à grande vitesse et leurs débranchements ;**

**Projets industriels d'intérêt majeur pour la souveraineté nationale ou la transition écologique chaînes de valeur des activités dans les secteurs des technologies favorables au développement durable ;**

**Actions ou opérations d'aménagement d'un grand port maritime ou fluvio-maritime conformes aux orientations prévues dans son projet stratégique pour sa circonscription**

**Défense ou sécurité nationales ;**

**Etablissement pénitentiaire**

**Opération d'intérêt national;**

**Réacteur électronucléaire**

**Postes électriques de tension supérieure ou égale à 220 kilovolts**



## S'impliquer dans la conférence de gouvernance du ZAN

- Pour la liste des **grands projets nationaux et régionaux**
- Pour la fixation de la trajectoire de réduction de la consommation du foncier **et la réduction de l'artificialisation**
- Pour la **territorialisation** des objectifs

Les enjeux de **gouvernance** communes /EPCI/ SCoT et Inter EPCI/ InterSCoT



## La proposition de la Région pour la conférence de gouvernance du ZAN .... Ou une représentation prévue par la loi

- **Quinze** représentants de la **région** ;
- **Cinq** représentants des établissements publics de **SCoT**
- **Quinze** représentants des **établissements publics de coopération intercommunale** compétents en matière de documents d'urbanisme, dont un représentant au moins par département et trois représentants des établissements non couverts par un schéma de cohérence territoriale ;
- **Sept** représentants des **communes** compétentes en matière de documents d'urbanisme, dont un représentant au moins par département ;
- **Cinq** représentants des **communes** non couvertes par un document d'urbanisme
- **Un** représentant de chaque **département**, siégeant à titre consultatif ;
- **Cinq** représentants de **l'État**

Réponse pour le 20 janvier 2024, si la Région avait adressé une proposition de conférence différente (20 octobre) / retour 20 février pour les PENE



# Les responsabilités nouvelles pour les élus du bloc local

## Les sanctions si les délais ne sont pas respectés

- **Si le SCoT « climatisé » n'est pas entré en vigueur le 22 février 2027**

- **interdiction d'ouvrir à l'urbanisation**

les zones AU délimitées après le 1<sup>er</sup> juillet 2002

les zones A ainsi que les zones N

les secteurs non constructibles des cartes communales

les projets hors parties actuellement urbanisées

dans les communes sans document d'urbanisme

(idem absence de SCoT... mais sans possibilité de dérogation)

- **Si le PLU « climatisé » n'est pas entré en vigueur le 22 février 2028**

**interdiction de délivrer des autorisations d'urbanisme**

en zone AU du PLU

en secteur constructible de la carte communale



# Les responsabilités nouvelles pour les élus du bloc local

## Attention le compteur du foncier tourne depuis aout 2021

- **Obligation d'un bilan** de consommation **en 2024** pour toutes les collectivités
- **Les risques** juridiques et financier du dépassement de la consommation du foncier
  - ✓ Annulation de permis et demande de refermer les zones dans les documents
  - ✓ Dommages et intérêts pour les pétitionnaires (entre 300 et 600 000€ le permis)
- De **nouveaux outils** qui renforcent la capacité à piloter le foncier dès à présent et qui augmentent la responsabilité des élus (sursis ZAN, préemption...)
- L'obligation de **valider des documents en 2027/2028** qui pourraient bloquer toute possibilité d'agir + impact sur les acteurs économiques



# Le ZAN : résultat d'un équilibre



Source : Agence d'urbanisme de la région grenobloise

[fedescat.org](http://fedescat.org)

L'AGENCE



# Loi d'accélération des ENR

- Capacité des communes à identifier des **zones d'accélération des ENR**
- En **travaillant de manière coordonnée au sein de leur intercommunalité**
- En précisant **la trajectoire énergétique dans la stratégie territoriale de leur SCoT.**
- **Repenser la gouvernance au sein du bloc local**, mais également **avec l'échelle régionale et départementale**, avec les opérateurs et les représentants de l'Etat.
- L'objectif étant de **garantir une souveraineté énergétique**

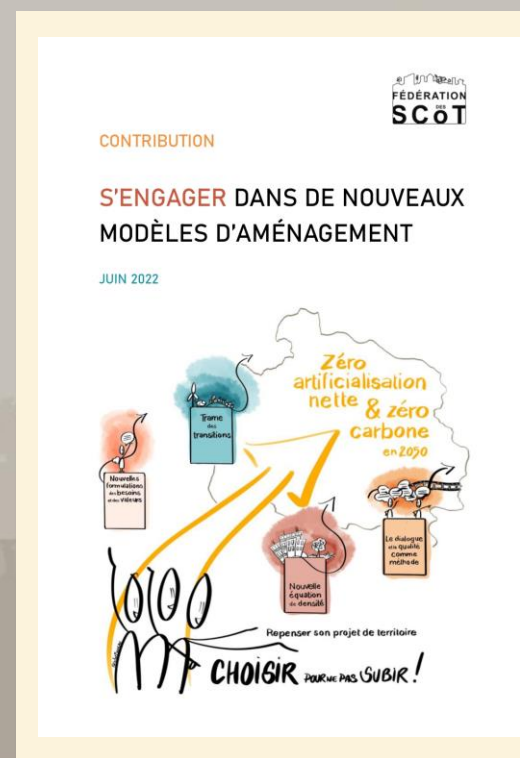




# Les **nouveaux modèles** d'aménagement des territoires

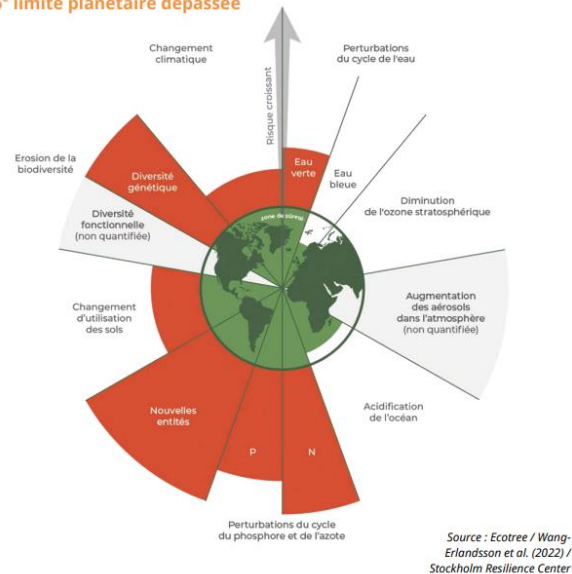


# Choisir pour ne pas subir



- **Choisir pour ne pas subir** : la responsabilité politique des élus du bloc local ;
- **Faire face à la révolution d'aménagement du territoire et aux enjeux de la loi Climat résilience** ;
- **Deux horizons connus** : ZAN et ZEN d'ici 2050.

6<sup>e</sup> limite planétaire dépassée

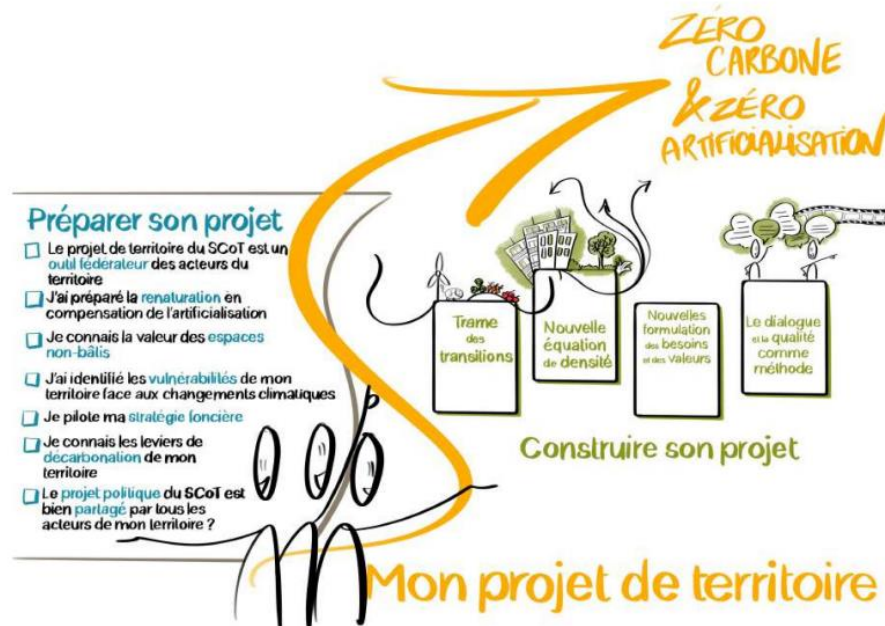




- **Identifier les leviers d'action** des élus et **le chemin** qu'ils souhaitent emprunter ;
- Repenser le **projet de territoire** et **s'assurer qu'il permet le changement de trajectoire du territoire, le décliner** ;
- **Agir dès maintenant** et engager la réflexion de long terme.

Je m'engage tout de suite :

- ❑ Calibrer et mobiliser **l'ingénierie** des services des trois niveaux de collectivités du bloc local pour construire la connaissance, alimenter les échanges, conduire ou réaliser la révision des documents de planification et d'urbanisme, construire les outils de suivi et d'évaluation.
- ❑ Évaluer le **parc de logement** concerné par les **étiquettes énergétiques F et G** qui devront faire l'objet d'une **réhabilitation énergétique** avant 2028 et mettre en place une politique d'aide à la réhabilitation énergétique pour éviter de perdre en disponibilité de logements et augmenter la vacance.



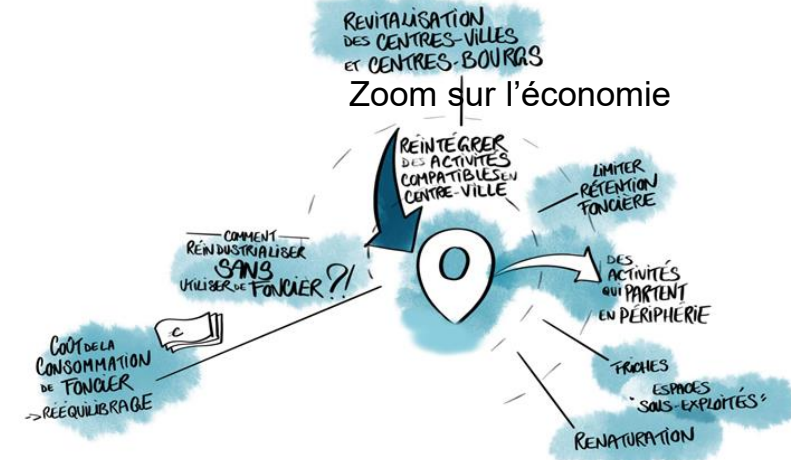


- Transformer la contrainte législative en **opportunité politique de ré-enchanter l'exercice d'aménagement du territoire** ;
- **Les défis** sont tels, pour revoir nos modèles d'aménagement, **s'appuyer sur les compétences de chacun** ;
- Travailler 5 axes :
  - ✓ **Revoir** la manière dont on identifie **les besoins** ;
  - ✓ Elargir **les valeurs** du territoire ;
  - ✓ Faire des **espaces non bâtis l'épicentre des transitions** ;
  - ✓ Formuler une **nouvelle équation pour la densité** ;
  - ✓ La **qualité des aménagements et du dialogue**.

Nouvelle  
formulation  
des besoins



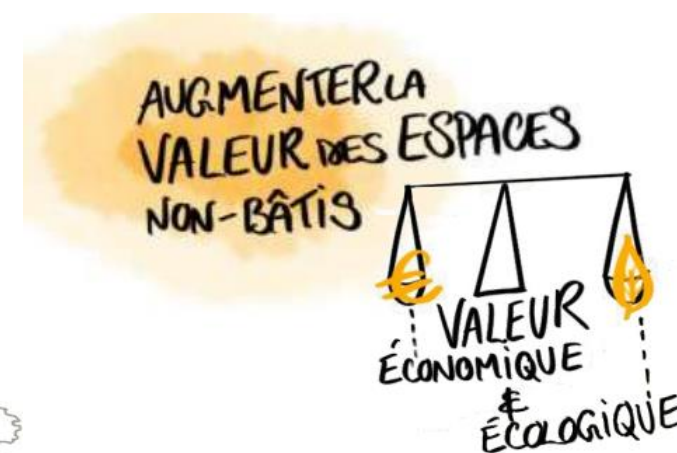
## • Vers la fin d'un urbanisme économique de zone ?



- ✓ Installer une **instance de dialogue** avec les acteurs économiques pour préparer les mutations et identifier les besoins
- ✓ **Optimiser les zones existantes** (déplacer les activités qui n'ont pas vocation à y être, densifier en s'appuyant sur d'autres politiques sectorielles comme l'énergie...)
- ✓ **Construire en hauteur**, mutualiser les fonctions support et ne garder que ce qui relève du secret industriel dans des bâtiments dédiés
- ✓ **Définir les centralités du territoire** avant de faire muter les espaces commerciaux périphériques vers de la multifonctionnalité

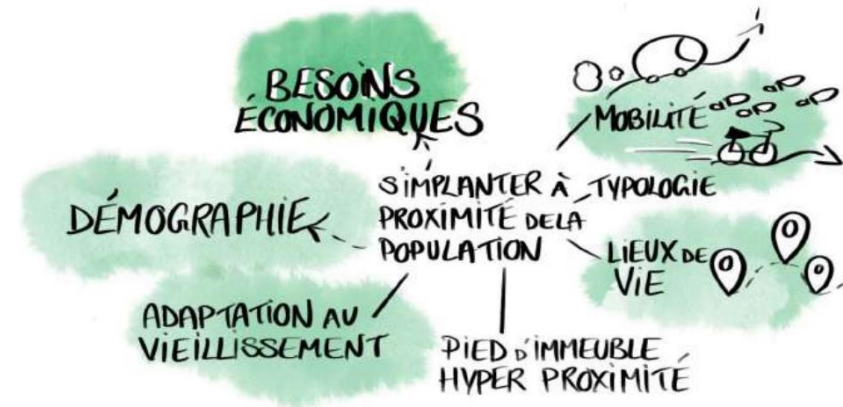
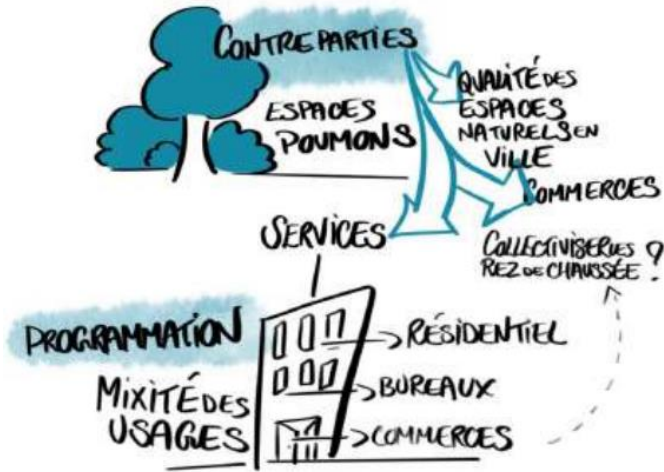


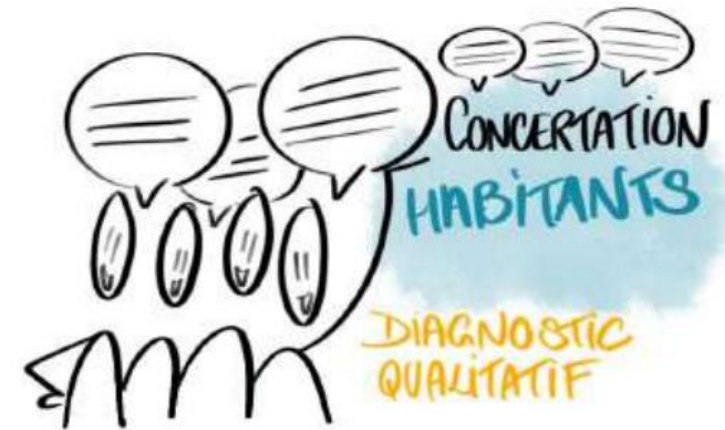
- **Elargir les valeurs du territoire**
- ✓ **La création de valeur** dans des domaines qui ne sont pas le cœur de métier de l'entreprise
- ✓ S'interroger sur la nécessité de garder des espaces verts par entreprise : les mutualiser dans la **stratégie des espaces non bâti** épicerie des transitions ou les intégrer dans une **reconquête de la biodiversité**













# Agir pour ne pas subir !

- ☐ Le projet de territoire du SCoT est un **outil fédérateur** des acteurs du territoire
- ☐ J'ai préparé la **renaturation** en compensation de l'artificialisation
- ☐ Je connais la valeur des **espaces non-bâlis**
- ☐ J'ai identifié les **vulnérabilités** de mon territoire face aux changements climatiques
- ☐ Je pilote ma **stratégie foncière**
- ☐ Je connais les leviers de **décarbonation** de mon territoire
- ☐ Le **projet politique** du SCoT est bien **partagé** par tous les acteurs de mon territoire ?



Nouvelle  
formulation  
des **besoins**

Nouvelle  
formulation  
des **valeurs**

**Trame  
des  
transitions**

**Nouvelle  
équation  
de densité**

**Le dialogue  
et la qualité  
comme  
méthode**





# Les besoins en mesures d'accompagnement

- **Le modèle économique global :**
  - **Le financement** : massification du renouvellement urbain, le renforcement des aides à la pierre, le fond friche (18 milliards pour les 10 ans)
  - **La fiscalité**
  - **La réhabilitation énergétique des étiquettes F et G**, (450 milliards), de la structuration d'une filière artisanale capable d'absorber le volume de travaux
  - **La renaturation** et son financement



# Les besoins en mesures d'accompagnement

(suite)

- **Financement d'une ingénierie** commune et partagée pour :
  - ✓ L'observation et le suivi
  - ✓ L'évolution des stratégies territoriales et la traduction dans les documents d'urbanisme (SCoT, PLU/PLUi, ...)
  - ✓ L'approche transversale
- **L'animation politique locale**, gouvernance des VP et exécutifs, transversalité des services aux 3 échelles (communes / EPCI / SCoT) à organiser
- **Territorialisation** équitable et mécanisme autour des grands projets régionaux, départementaux
- L'association des professionnels et des usagers



# Renforcer la place du politique dans la stratégie territoriale – promouvoir le collectif

Les défis des transitions, le ZAN et le ZEN : une opportunité à se saisir (sans tarder) pour ré-enchanter l'exercice d'aménagement et préparer nos territoires à 2050



The screenshot shows the website **planification-ecologique.fr** in a web browser. The page features a header with the site logo, a search bar, and a navigation menu. The main content area is divided into several sections:

- Sélectionner un domaine d'action publique:** A sidebar on the left with icons and text for various public action domains:
  - Produire une énergie locale et rentable
  - Préserver les ressources en eau
  - Développer une offre de mobilité structurante
  - Recycler et valoriser les déchets
  - Protéger la nature et la biodiversité
  - Aménager, construire, rénover
- Je publie une actualité, une solution...**: A central button for publishing content.
- Consultation:** A checkbox option labeled "Consulter les publications visibles par les élus uniquement".
- Publication Card:** A featured post by Stéphane GOURGOUT from BIONATICS, dated 1 décembre 2023. The text discusses digital twins and their accessibility for municipalities. It includes hashtags #solution, #support, and #artificialisation. A "Lire la suite..." link is at the bottom.
- Right Sidebar:** Contains three toggle switches for "Actualités", "Solutions", and "Juridique, réglementaire", all currently turned on. Below them are two buttons: "Radar foncier" and "Inviter une personne". At the bottom is a graphic with the text "La transition écologique ne doit pas ressembler à une traversée de l'Atlantique en pédalo" and an illustration of a person on a pedal boat.

**[Planification Écologique \(planification-ecologique.fr\)](https://planification-ecologique.fr)**

# SCoT inspirants

- SCoT Maine Saosnois : 1<sup>er</sup> SCoT valant PCAET
- SCoT de Gascogne : Trajectoire ZAN et Gouvernance
- SCoT Centre Ardèche : Trajectoire ZAN ruralité, formes urbaines et ambition territoriale
- SCoT des Rives du Rhône : Stratégie Biodiversité
- SCoT des Vosges centrales : Stratégie d'autonomie Energétique
- SCoT du Pays du Mans : Santé et Territoire engagé pour la nature
- SCoT du Pays Basque Seignanx : vulnérabilité et résilience
- SCoT de l'agglomération Lyonnaise : Concertation habitants
- SCoT de Pau : futurs souhaitables
- Et tous les autres SCoT !



# Pour aller plus loin

« [S'engager dans de nouveaux modèles d'aménagement](#) » (Fédé SCoT, juin 2022)

« [La mise en œuvre des SCoT](#) » (Fédé SCOT, aout 2021)

« [L'aménagement commercial de demain](#) » (Fédé SCoT David Lestoux, septembre 2019)

[Présentation SCoT du Pays du Mans – Biodiversité et urbanisme favorable à la Santé](#)

[Exemple du SCoT Centre Ardèche et le site Internet qui présente des études sur différences thématiques](#)  
(cf. partie autour du SCoT)

